

Introduction

L'ouvrage qui suit explore la relation entre la religion et la formation de l'identité nationale dans la France des provinces au cours des deux siècles qui suivirent la Révolution française. C'est tout à la fois une étude de l'élaboration de l'identité nationale par les élites parisiennes et une analyse de la construction de la nation telle que pouvait la concevoir la périphérie qui est proposée ici. Ce travail étudie les formes que prirent localement l'expression de l'identité et la création de liens nationaux, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'acculturation politique des habitants du département du Finistère par le biais d'un mouvement politique, se rattachant au catholicisme social, qui émergea à la fin du XIX^e siècle.

La rapidité et l'étendue de l'intégration de la France provinciale dans une culture politique commune, à l'échelle de la nation, ont récemment été l'occasion de vifs débats entre historiens, et ce des deux côtés de l'Atlantique. La Révolution a longtemps été considérée comme le tournant majeur de l'histoire française, marqué par l'apparition de nouvelles étiquettes politiques et, pour la première fois, par une puissante participation de la population du pays à la politique nationale¹. Toutefois, les historiens de la France du XIX^e siècle ont depuis longtemps jugé que tout cela n'était que très partiellement vrai. La Révolution galvanisa certes l'ensemble du pays et créa un nouveau langage politique, mais n'engendra pas pour autant un sentiment partagé d'appartenance nationale, et ce surtout dans les provinces. Beaucoup d'hommes et de femmes continuèrent de s'identifier à leur lieu de vie plus qu'à l'État-nation².

1. Selon les historiens, il est possible de trouver des expressions de patriotisme dans les provinces périphériques françaises dès avant la Révolution. On verra : GODECHOT Jacques, « Nation, patrie, nationalisme et patriotisme en France au XVIII^e siècle », dans *Regards sur l'époque révolutionnaire*, Toulouse, Privat, 1980, p. 53-68 ; O'BRIEN Conor Cruise, « Nationalism and the French Revolution », dans BEST Geoffrey (dir.), *The Permanent Revolution: The French Revolution and its Legacy, 1789-1989*, Londres, Fontana Press, 1988, p. 17-48. Pour un regard venant de la périphérie, voir l'excellent *Boundaries: The Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, 1989, de Peter SAHLINS, ainsi que, du même auteur : « The Nation in the Village: State-Building and Communal Struggles in the Catalan Borderland in the Eighteenth and Nineteenth Century », *Journal of Modern History*, t. 60, n° 2, juin 1988, p. 234-263. Aussi : ARMSTRONG J., *Nations Before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982.
2. C'est le point de vue adopté par JONES P. M., *Politics and Rural Society: The Southern Massif Central, c. 1750-1880*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, et KARNOOUIH Claude, « La démocratie impossible : parenté et politique dans un village lorrain », *Études rurales*, t. 52, 1973, p. 24-56.

Pour certains chercheurs, les événements de 1848 auraient entraîné, au cours de la période postrévolutionnaire, l'intégration politique et culturelle de vastes zones de la France rurale³, tandis que, pour d'autres, cette mutation n'aurait pas eu lieu avant que, sous la Troisième République, le développement des réseaux routier et ferré, l'expansion économique et le service militaire réussissent à balayer les vieux engagements, à faire naître un « esprit national dans les âmes provinciales », tout en faisant valoir « le potentiel de ce dernier, en offrant une promotion sociale à ceux qui l'adoptaient⁴ ». Selon d'autres encore, la France provinciale ne s'intégrera jamais complètement dans une culture politique commune⁵.

La chronologie du processus par lequel les régions périphériques françaises en vinrent à prendre part à la communauté nationale élargie au cours de la période postrévolutionnaire est, comme on a pu le constater, sujette à débat et il n'est en aucun cas possible de l'attribuer à une période de temps plutôt qu'à une autre⁶. On peut attribuer en partie les divergences d'opinion sur ce processus aux disparités entre les régions françaises et aux différences sur la manière dont l'intégration à la nation a été définie. On l'a, par exemple, parfois associée à l'avancée électorale d'une gauche progressiste et éclairée⁷. Cela implique que l'on ait conçu qu'existait un lien direct et manifeste entre le jeu politique à l'échelon national et les questions locales, d'ordre social, économique et culturel⁸. On a, de plus, souvent considéré que ce processus d'intégration dans la nation se traduisait simplement par le degré auquel hommes et femmes s'imaginaient faire partie d'une communauté dont les frontières s'étendaient bien au-delà de leur maisonnée, de leur village ou de leur région⁹.

Si la chronologie et la nature de l'intégration de la France des provinces ont ainsi fait l'objet de débats, les frontières conceptuelles de la commu-

3. TILLY Charles, « How Protest Modernized in France, 1845-1955 », dans AYDELOTTE William O. et al. (dir.), *The Dimensions of Quantitative Research in History*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p. 192-255 ; MARGADANT Ted W., *French Peasants in Revolt: The Insurrection of 1851*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

4. WEBER Eugen, *Peasants into Frenchmen: The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, Stanford University Press 1976, p. 486.

5. Voir, par exemple, KARNOOUIH Claude, « La démocratie impossible », art. cité.

6. *Ibid.* ; TILLY Charles, « Did the Cake of Custom Break? », dans MERRIMAN John M. (dir.), *Consciousness and Class Experience in Nineteenth-Century Europe*, New York, Holmes & Meier, 1979, p. 17-44 ; MARGADANT Ted W., *op. cit.* ; AGULHON Maurice, « Vues nouvelles sur la France rurale au XIX^e siècle », dans CULLEN L. M. et FURET François (dir.), *Irlande et France, XVII^e-XX^e siècles : pour une histoire rurale comparée*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1980, p. 213-222 ; MARGADANT Ted W., « Tradition and Modernity in Rural France during the Nineteenth Century », *Journal of Modern History*, t. 56, janvier 1984, p. 667-697 ; JONES P. M., *op. cit.* ; SAHLINS Peter, *op. cit.* ; *id.*, art. cité.

7. Voir, par exemple : AGULHON Maurice, *La République au village : les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970.

8. BERGER Suzanne, *Peasants Against Politics: Rural Organization in Brittany, 1911-1967*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1972.

9. ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.

nauté nationale ont, depuis la Révolution, été contestées et politisées. En répudiant de nombreuses institutions associées à la monarchie des Bourbons et en tentant d'effacer le souvenir de l'Ancien Régime, la Révolution laissa à la France une conception de la « nation » qui était à la fois fondée sur les principes révolutionnaires et sur un legs culturel commun, hérité du passé prérévolutionnaire. De fait, les XIX^e et XX^e siècles se sont avérés être un champ de bataille pour un peuple qui tentait d'accepter les diverses interprétations de son histoire et devait affronter les interprétations multiformes de ceux qui revendiquaient la propriété de l'idée nationale¹⁰.

Bien qu'on se voit vivement désaccordé quant à la nature de l'identité nationale française, il existe un surprenant consensus concernant le processus général d'intégration nationale et politique en France. Influencés par la théorie de la modernisation empruntée aux sciences sociales, comme le laisse entendre le sous-titre d'un des plus importants ouvrages traitant de cette question¹¹, les historiens ont généralement distingué les expressions politiques locales de celles propres à l'échelon national et entre les formes « archaïques » et « modernes » des comportements politiques. Selon cette théorie, une conscience nationale se forme et les citoyens se politisent lorsqu'une « politique de clocher » – c'est-à-dire un ensemble de conflits mesquins, informé par le réseau des liens familiaux et par le tissu des loyautés et des inimitiés locales –, est sapée par les forces de la modernisation culturelle et économique. Cette typologie, basée sur le duo centre-périphérie et reposant sur des oppositions binaires – urbain/rural, élitiste/populaire, traditionnel/moderne –, domine les approches historiques contemporaines du phénomène de politisation et de formation nationale¹². On a essentiellement analysé l'intégration politique de la France rurale en se fondant sur la manière dont les valeurs urbaines se disséminèrent dans les campagnes et dont les changements socio-économiques à grande échelle – industrialisation, nouveaux modes de production et nouvelles technologies – eurent finalement raison des attitudes culturelles et des pratiques politiques locales. Dans cette optique, l'identité nationale, définie comme un objet curieusement réifié, est quelque chose d'imposé par le centre à la périphérie : la France provinciale s'intégra à la vie politique de la nation française à mesure que les questions politiques et les valeurs urbaines d'ampleur nationale remplaçaient celles propres aux provinces périphériques.

10. Voir NORA Pierre, « Nation », dans FURET François et OZOUF MONA (dir.), *Critical Dictionary of the French Revolution*, trad. Arthur Goldhammer, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1989, p. 742-752.

11. WEBER Eugen, *op. cit.*

12. Voir, par exemple : BENDIX Reinhard, *Nation-Building and Citizenship*, New York, Wiley, 1964 ; DEUTSCH Karl, *Nationalism and Social Communication: An Enquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1953 ; *id.*, « Some Problems in the Study of Nation-Building », dans DEUTSCH K. et FOLZ W. (dir.), *Nation-Building*, New York, Atherton Press, 1963. Il existe des exceptions très convaincantes à cette règle. Voir SAHLINS Peter, *op. cit.* ; JONES P. M., *op. cit.*

L'étude de la vie politique, de la religion et de l'émergence du sentiment national, entre 1890 et 1926, dans ce département de Basse Bretagne qu'est le Finistère, ne confirme pas cette analyse, basée sur l'antinomie centre-périphérie, d'une acculturation politique et reconceptualise au contraire le problème de la formation de la nation dans la France postrévolutionnaire. Elle montre aussi que la création d'une identité nationale ne repose pas sur l'imposition d'un ensemble de valeurs et de croyances figées, mais est engagée dans un processus permanent de construction. En vérité, le travail qui suit conçoit la formation de l'identité nationale comme étant un processus par lequel individus et groupes sociaux se définissent et se redéfinissent, et étudie la manière dont « les gens se représentent et se présentent aux autres¹³ ». La manière dont la nation fut créée en Basse Bretagne ayant été largement déterminée par les conflits religieux qui accompagnèrent les tentatives de l'État d'imposer une conception laïque et républicaine de la nation aux provinces périphériques et par l'émergence, en réponse à ces conflits, d'un mouvement issu du catholicisme social, la religion est donc, dans le présent ouvrage, un élément interprétatif de premier ordre dans l'analyse de la formation de la nation.

En France, cependant, la religion a généralement été considérée comme un obstacle à l'intégration nationale, contrairement à d'autres parties de l'Europe, où la religion a été mise au service d'une définition de revendications ethniques et nationales¹⁴. Au XIX^e siècle, l'historien Jules Michelet commence sa grande histoire de la Révolution française en se demandant si le christianisme est conciliable avec la nation révolutionnaire : il en conclut qu'il ne pouvait voir « sur la scène... que deux principes, deux acteurs et deux personnes, le Christianisme, la Révolution¹⁵ ». De fait, les historiens ont continué de considérer la religion comme un facteur de division de la société française plutôt que comme une force d'intégration et ont eu tendance à voir dans la religiosité populaire le véhicule de la domination exercée par les élites plutôt qu'une expression de cohésion sociale¹⁶. Pendant une grande partie du XIX^e siècle, l'Église catholique française et la religiosité populaire furent associées, dans l'esprit de beaucoup, à la réaction politique, à l'obscurantisme et au traditionalisme. L'histoire nous donne de nombreux

13. GEERTZ Clifford, « From the Native's Point of View: On the Nature of Anthropological Understanding », dans *id.*, *Local Knowledge. Further Essays in Interpretative Anthropology*, New York, Basic Books, 1983, p. 58.

14. Voir, par exemple, les essais publiés par RAMET Pedro (dir.), *Religion and Nationalism in Soviet and East European Politics*, Durham, Duke University Press, 1989.

15. MICHELET Jules, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1952, p. 21.

16. L'analyse sociale de la religion par Émile Durkheim en tant que représentations collectives exprimant des réalités collectives n'a pas, en général, guidé les études de la religion dans la France du XIX^e siècle. C'est plutôt la théorie de Max Weber, pour lequel la religion servait à donner une légitimité au pouvoir de l'élite, qui a eu tendance à informer l'historiographie postrévolutionnaire : DURKHEIM Émile, *The Elementary Forms of Religious Life*, trad. Joseph Ward Swain, New York, G. Allen & Unwin, 1915 (réédition 1965), p. 22 ; WEBER Max, *The Sociology of Religion*, trad. E. Fischhoff (1922), Boston, Beacon Press, 1963 (réédition).

exemples justifiant ce traitement négatif. Il arriva en effet très souvent – en particulier lors de la Révolution de 1848 et de la Commune de 1871 – qu’une Église et un clergé ultramontains prennent le parti du pape, de la droite et d’une noblesse monarchiste en s’opposant à la République. On a également jugé que l’émergence d’un catholicisme social en Basse Bretagne à la fin du XIX^e siècle était celle d’un mouvement réactionnaire, reflétant la tentative des élites locales de protéger la paysannerie bretonne des efforts de l’État français qui visaient à intégrer les diverses provinces françaises dans la nation républicaine¹⁷. Dans cet ouvrage sera développée l’idée selon laquelle les institutions religieuses servirent sans aucun doute de terrain de résistance à l’État dans les régions périphériques, mais qu’elles jouèrent un rôle d’intégrateur, arbitrant les conflits culturels entre centre et périphérie, réconciliant de la sorte nation et région. Selon nous, la crise politique que détermina l’intrusion croissante de l’État dans les affaires locales au début de la Troisième République eut pour effet une appropriation sélective des éléments républicains essentiels de l’identité nationale, tandis que des groupes de catholiques sociaux, qui devinrent la principale force politique de la région, tentaient de concilier les revendications politiques de la nation républicaine aux aspirations culturelles des régions. Notre ouvrage étudie donc, de la sorte, la manière dont les institutions et idéologies religieuses exprimaient les normes sociales, tout en leur donnant forme, et comment ces normes furent réévaluées et soumises à critique. Le sens donné au concept de nation fut constamment redéfini, tant au centre qu’à la périphérie : la nation en tant que « communauté imaginée¹⁸ » était une construction idéologique fluide, soumise aux contraintes politiques, aux souvenirs historiques, aux intérêts concurrents.

On s’étonnera peut-être, en raison de la réputation de différence qui s’attache encore à ce département, que j’aie choisi le Finistère comme terrain d’étude de la formation de l’identité nationale. Le Finistère – *finis terrae*, le bout de la terre – se trouve à l’extrémité de la pointe occidentale de l’Hexagone. Né d’une Révolution qui s’efforçait d’effacer le souvenir des provinces et de leurs subdivisions, les pays, il associe au septentrional Léon ces régions méridionales devenues siennes que sont la Cornouaille et certaines parties du Vannetais. Département le plus occidental de France métropolitaine, le Finistère, dont les côtes rocheuses s’avancent, au nord et à l’ouest, dans les eaux de la Manche et de l’Atlantique, a, depuis longtemps, fasciné érudits, représentants de l’État et voyageurs intrépides, en raison de son histoire d’insubordination, de ses traits culturels et linguistiques distinctifs, en bref de son « altérité ». Depuis les observations d’Émile Souvestre

17. BERGER Suzanne, *op. cit.*

18. ANDERSON Benedict, *op. cit.*, et les volumes de *Lieux de mémoire* (Paris, Gallimard, 1984-1992) publiés par Pierre NORA, ont mis en évidence des pistes permettant d’étudier, de manière fructueuse, la dimension « imaginée » ou symbolique de la construction nationale.

dans *Les Derniers Bretons* (1836), la Bretagne est l'une des régions françaises où les études folkloriques et ethnologiques ont connu le plus fort développement. C'est précisément parce que ce fut l'une des dernières régions à être incorporée dans l'État français que la Basse Bretagne est devenue le principal lieu de ma recherche : elle avait conservé ses traditions culturelles autochtones, dont un attachement marqué à la foi catholique. Elle était également devenue l'un des principaux bastions d'un mouvement politique issu du catholicisme social, mouvement qui joua un rôle essentiel dans la manière dont se forma la confrontation entre l'État et les populations locales et dont ces dernières surent concilier leur identité de Bretons et de catholiques avec le cadre plus vaste de la nation française. C'est pour cette raison que l'émergence et le développement d'une variante démocratique du catholicisme social dans le Finistère sont les thèmes centraux du présent ouvrage. Le catholicisme social ne se laisse pas aisément ranger dans les interprétations classiques des grandes lignes de la vie politique française, ni d'ailleurs dans les théories classiques de la modernisation politique. Les origines intellectuelles et les complexités de cette forme de républicanisme, où se marient des éléments empruntés aux idéologies de gauche comme de droite, ont certes été étudiées de façon appropriée¹⁹. Mais on a, dans une large mesure, ignoré l'histoire politique, culturelle et sociale des entités de base composant ce mouvement, comme l'on a soutenu que ce dernier avait constamment œuvré contre l'intégration dans la nation française. Notre ouvrage révisé ces jugements et met en lumière le rôle vital qu'il joua, par diverses approches, dans la création d'une conscience nationale à l'intérieur des provinces périphériques françaises, alors même qu'il se faisait le défenseur des attaches et allégeances locales.

L'acculturation politique du Finistère et l'émergence du catholicisme social se déroulant alors même qu'un gouvernement républicain d'essence anticléricale s'efforçait, pendant les vingt-cinq années précédant la Première Guerre mondiale, de séculariser et de républicaniser les campagnes françaises, notre premier chapitre sera consacré à l'analyse des diverses définitions de la nation par la gauche et la droite au cours du XIX^e siècle. Alors que dans l'idée que l'on se fait du nationalisme français et de la formation de l'identité nationale la nation est très fréquemment un présupposé, produit de la construction de l'État²⁰, j'insiste, pour ma part, sur les composantes symboliques, imaginées, dans la constitution des

19. POULAT Émile, *Catholicisme, démocratie et socialisme*, Paris, Casterman, 1977 ; *id.*, *L'Église contre la bourgeoisie*, Paris, Casterman, 1977 ; MAYEUR Jean-Marie, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, t. 27, n° 2, mars-avril 1972, p. 483-499.

20. Cette perspective est critiquée par SAHLINS Peter, *op. cit.*, et NOIRIEL Gérard, *Le Creuset français : histoire de l'immigration française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1988. Noiriel, en particulier, critique la manière dont Pierre Chaunu, Fernand Braudel et Pierre Nora, pour ne citer que les historiens français les plus connus, ont présenté la nation et l'identité nationale comme un acquis, un « toujours déjà là », de la Révolution française.

identités nationales et politiques. Ce chapitre met en évidence la dimension politique de l'appartenance nationale dans la période postrévolutionnaire, et examine, en particulier, la raison pour laquelle les groupes républicains du centre en vinrent, à la fin du XIX^e siècle, à exprimer une notion de ce qu'était le fait national, qu'ils présupposaient être basé sur une unité linguistique, culturelle et politique. Cette conception républicaine du fait national sous-tendait des politiques coordonnées à partir du centre et visant à l'intégration dans la nation : mais qui en vinrent à être très vivement contestées à la périphérie du pays. Dans les chapitres suivants sera analysée la négociation permanente entre le centre et la périphérie et les manières dont l'identité définie au centre fit l'objet de résistances, de redéfinitions et de transformations dans les provinces.

Le chapitre II nous fait quitter Paris et pénétrer en province. Il étudie la nature de la société que l'État républicain tentait de remplacer, tout en réévaluant les fondations économiques et sociales sur lesquelles ont reposé les interprétations du catholicisme social breton. Certains historiens et chercheurs en sciences sociales ayant suggéré que le catholicisme social avait bloqué l'intégration du Finistère dans la nation française et supposé l'existence d'une société rurale « traditionnelle » sans organisation propre et sans liens avec le monde extérieur, ce chapitre examine la nature et l'étendue des changements économiques et sociaux intervenus dans le Finistère. Il montre que, dans le Finistère, la société « traditionnelle » connut des transformations significatives dans la première moitié du XIX^e siècle, tout en conservant des caractéristiques culturelles particulières qui distinguaient ce département du reste de la France.

Les chapitres III et IV décrivent la manière dont le catholicisme social fit son apparition dans le Finistère et servit de passerelle entre centre et périphérie. Ils s'attachent à montrer que les caractéristiques culturelles du Finistère nous proposent un prisme au travers duquel il est possible de comprendre les changements politiques et la formation d'une conscience nationale. Ils expliquent comment les membres du clergé local se firent les courtiers du mouvement, et, contrairement à leurs confrères d'autres provinces françaises, répudièrent le royalisme.

Les chapitres V et VI explorent la base idéologique du catholicisme social breton, montrent comment ce mouvement réussit à s'assurer un large soutien populaire et pourquoi le Finistère fut particulièrement réceptif au « républicanisme catholique ». Au tournant du siècle, la politique anticléricale de l'État fut pour beaucoup dans une prise de conscience accrue de l'impact de la politique nationale dans les affaires locales, jetant beaucoup de Bretons dans les bras du catholicisme social. De plus, la résistance massive à la politique séculière et linguistique de l'État français mettait en évidence le rôle essentiel des femmes dans l'expression des exigences et la défense des institutions locales. Une analyse de cette résistance explore la

manière dont le genre et les institutions de la religion populaire façonnèrent les revendications et les allégeances locales, en réponse aux tentatives visant à imposer une conception séculière et unitaire de la communauté nationale en Basse Bretagne.

Le chapitre VII étudie la manière dont ce mouvement politique issu du catholicisme social domina la politique locale au cours des années 1920 et joua un rôle de premier plan dans la formation du premier parti chrétien démocrate d'influence nationale en 1924, parti qui constitua une troisième voie entre ceux de gauche et de droite. Ce fut, à vrai dire, un important précurseur à l'un des plus importants partis politiques français de l'après-guerre, le Mouvement républicain populaire (MRP).

En Basse Bretagne, le catholicisme social et, plus généralement, la religion, ne servirent pas à véhiculer une revendication de masse à une « nation » autre, qui eût été basée sur des attaches ethniques ou religieuses. Le chapitre VIII évalue la signification de ce mouvement en analysant les modèles de formation nationale à l'intérieur de la périphérie et propose des hypothèses expliquant l'absence, dans la région, avant la Seconde Guerre mondiale, d'un soutien massif à un mouvement nationaliste reposant sur une minorité ethnique et proposant une voie alternative.

Le cas de la Basse Bretagne et d'autres du même type, reconnus en France et en Europe occidentale, a conduit certains observateurs à conclure que certaines zones n'avaient jamais été intégrées dans la vie politique de la nation en raison de la persistance d'identités régionales et religieuses. Mais, pour en arriver à une telle conclusion, il faut avoir choisi de ne pas regarder en face les expressions locales de l'identité nationale. Dans le Finistère, on ne peut comprendre ces expressions qu'à travers la manière dont les identités culturelle et politique en vinrent à être définies séparément dans le contexte d'un processus structurel de démocratisation marquant la fin des notables. L'histoire du Finistère montre que le changement politique et la prise de conscience de la réalité nationale s'effectuèrent, non par l'importation massive de valeurs urbaines et de mouvements politiques parisiens et par l'assimilation de la périphérie par le centre, mais par l'intermédiaire d'un mouvement autochtone qui émergea dans les campagnes et en vint, finalement, à représenter la périphérie au centre.

Notre étude propose, au bout du compte, un nouveau cadre d'interprétation de l'acculturation d'une société éloignée de la capitale, et examine la nature des identifications nationale, culturelle et locale. En vérité, notre travail a été de vérifier pourquoi ces identités entraînent souvent en collision les unes avec les autres, et comment elles en vinrent à être contestées et politisées. Ce qui suit n'est donc pas une de ces études régionales ou locales où l'on vous explique pourquoi une région vota à gauche ou à droite. Ce n'est pas non plus l'un de ces ouvrages où l'accent est mis, une fois de plus, sur l'infinie diversité des paysages français et où l'on célèbre – ou regrette –

les rites de passage ouvrant sur le présent. Étude sur la construction d'une nation et l'acculturation qui l'accompagne, cet ouvrage montre comment et pourquoi des régions résistèrent à des politiques d'intégration nationale, tout en se les appropriant et en donnant voix à de nouvelles idéologies politiques nées d'un consensus local.